

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1850

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

serait-ce pas y installer plus solidement l'UDC?

L'intérêt du livre de Jean-Claude Rennwald, plus que dans les propositions

programmatisques, tient à la contradiction, laissée ouverte, sur le choix européen.

Pas de sécurité alimentaire sans une véritable politique agricole *Ce n'est pas l'autarcie mais le commerce et les échanges qui viendront à bout de la faim dans le monde*

Lucien Erard (16 décembre 2009)

Les pays développés gaspillent la nourriture, titre *Le Monde* du 12 décembre: selon une étude, 40% de l'alimentation disponible aux Etats-Unis est jetée! Un scandale alors que la faim est encore une réalité dans certains pays en développement. Pourtant si demain ce gaspillage cessait, comme le demande l'éditorial du *Monde*, cela ne résoudrait en rien le problème de la sous-alimentation. Renoncer à l'élevage et à la viande, gros consommateurs de céréales non plus. En réalité, le niveau de production agricole dépend de la demande solvable de produits alimentaires et pas des besoins. Et la faim dans le monde est due avant tout à l'insuffisance des revenus de larges couches de la population.

Produire suffisamment pour nourrir sa population implique une politique agricole garantissant une certaine stabilité des prix, et prévoyant donc de financer des stocks pour les années de pénurie et de racheter les surplus en cas de bonne récolte. Un processus coûteux conduisant presque toujours à des stocks pléthoriques qu'il est tentant

de brader sur le marché mondial ou de donner à des populations affamées. Or les pays en développement ont rarement les moyens d'une telle politique. Cela explique que les pertes de denrées alimentaires peuvent, toujours selon *Le Monde*, y atteindre jusqu'à 60%, faute de marché, de moyens de stockage et de transport. S'y ajoute les importations à prix cassés des surplus des pays riches qui achèvent de saboter tout effort national pour créer un marché pour les agriculteurs indigènes. Et ce sont ces agriculteurs qui, faute de débouchés pour vendre leur production, sont forcés d'abandonner leurs terres pour la ville. Ils vont alors grossir les populations des bidonvilles, sans revenus permanents et premières victimes de la faim et de la malnutrition.

Il n'y a pas de sécurité alimentaire et de politique agricole sans surplus très vite excessifs. Il faut donc trouver des débouchés à ces surplus. C'est sur ce problème que bute le cycle de Doha de l'OMC. Les pays industrialisés veulent continuer d'exporter leurs excédents agricoles et refusent

d'abaisser leurs droits de douane à l'importation alors que les pays en développement veulent pouvoir exporter leurs produits.

Pourtant sont en train d'apparaître d'autres alternatives à l'utilisation de ces surplus: le Brésil produit de l'éthanol carburant avec ses excédents de sucre, les Etats-Unis avec leur maïs. A condition d'être intelligemment menées, de telles solutions pourraient permettre de renforcer les politiques agricoles, de créer de nouveaux emplois et, pour autant que la priorité reste à l'alimentation humaine, de garantir l'achat de l'ensemble des récoltes, condition du maintien, à long terme, d'une agriculture forte et prospère.

Lutter contre la faim, c'est produire suffisamment. Mais c'est surtout faire en sorte que chacun dans le monde ait un revenu qui lui permette de nourrir sa famille, en créant des emplois, mais aussi des aides aux plus défavorisés pour qu'ils puissent acheter des produits locaux plutôt que de leur distribuer nos surplus agricoles.